

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(18\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Alphonse Delpech, 10 novembre 1876](#)

Jean-Baptiste André Godin à Alphonse Delpech, 10 novembre 1876

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (18)

Collation 3 p. (118r, 119r, 120r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Alphonse Delpech, 10 novembre 1876, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 13/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49153>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famelistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [10 novembre 1876](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Delpech, Alphonse \(1821-1902\)](#)
Lieu de destination Amiens (Somme)
Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Sur la séparation des époux Godin-Lemaire et la liquidation de la communauté de biens. Sur le procès en appel de Godin contre Esther Lemaire relatif à la licitation des biens de la communauté. Sur le développement industriel postérieur à 1863 : Godin invite Delpech et Goblet à venir voir l'établissement de Guise pour éviter une mauvaise interprétation de la situation. Godin estime que le travail des experts, qui a duré deux ans, est à refaire, mais convient qu'une nouvelle expertise donnerait encore lieu à un arbitrage. Godin ne veut pas renoncer aux créations industrielles qui sont sa propriété personnelle : outillage, modèles, brevets, marchandises, matières premières...
Support La signature de la lettre n'est pas copiée.

Mots-clés

[Finances d'entreprise](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Goblet, René \(1828-1905\)](#)
- [Lemaire, Sophie Esther \(1819-1881\)](#)

Événements cités [Séparation des époux Godin et Lemaire \(1863-1877\)](#)

Lieux cités [Guise \(Aisne\) - Familistère : usine](#)

Notice créée par [Pauline Péliissier](#) Notice créée le 14/11/2023 Dernière modification le 31/01/2024

Gaïss. le 10 novembre 1863 118

Cher Monsieur Delpeche,

Vous me dites que mon appel contre M^{ad}e Gadin doit venir bientôt devant la cour, cette affaire doit être l'objet d'un sérieux examen de la part de mes conseils, car je ne pense pas qu'il soit possible de reprendre devant la cour, les conclusions de première instance. J'ai laissé au tribunal la faculté de liciter tout ce que j'ai fait d'augmentation dans mes usines depuis 1863, espérant obtenir du tribunal une récompense équitable en compensation, mais j'ai été déçu, et cet abandon met ma fortune industrielle à la merci des tribunaux.

Les arrêts de la cour, dans cette affaire, ayant décidé que le fruit de mon travail depuis 1863 m'appartient, je crois qu'il serait aujourd'hui plus sage de s'en tenir à la licitation de ce qui existait en 1863, en y ajoutant les bâtiments et constructions que j'ai faits pour achever l'établissement, ainsi que les perfectionnements qui se rattachent au matériel de 1863, mais en me

reservant tout le matériel industriel, les outils, les modèles et les brevets dont j'ai augmenté les établissements depuis cette époque, sans compensation pour les choses que je suis forcément tenu de laisser à la licitation par la nature des circonstances.

Pour comprendre cette affaire, Monsieur Goblet devrait venir avec vous voir l'établissement à Guise; il ne doit pas être possible de s'en faire une juste idée sans cela, et mes intérêts pourraient avoir grandement à souffrir d'une fausse interprétation de la situation.

Le travail des experts est une chose si singulière et si incomplète qu'il ne me paraît pas possible que la cour n'ordonne pas une nouvelle expertise; la première a duré plus de deux ans pour ne rien produire... Qu'en sera-t-il d'une seconde?

J'en puis malheureusement voir de fin possible à cette affaire. Car après une nouvelle expertise la cour aura à statuer; puis la force des choses obligera à nommer des arbitres pour séparer ce qui m'appartient de ce qui appartient à la communauté, et combien de difficultés peuvent

peuvent naître au milieu de tout cela sur la rédaction du cahier des charges !

C'est pourquoi je m'étais décidé à tout abandonner mon avoir industriel, mais en face des résumés obtenus auprès des premiers juges, il me semble que ce serait aller tête baissée à ma ruine industrielle que de suivre le même système. Je dois donc m'en tenir à l'alternative de mes conclusions dans laquelle toutes mes créations industrielles me sont réservées : outillage, modèles, brevets, marchandises, matières premières etc. . . Vous comprendrez que c'est là le côté important de l'affaire, et j'espère que M. Goblet s'en pénétrera suffisamment pour en causer utilement en faisant ici la visite que j'espère vous voir me faire avec lui.

Agriez je vous prie, cher Monsieur, mes sentiments dévoués.